



Manifeste féministe

Il semble qu'en cours de route, surtout depuis les dix dernières années, le Mouvement de libération des femmes ait perdu de vue le mot «libération» et se soit assagi, pour finalement basculer en simple «mouvement des femmes». Avant même que nous ayons eu le temps de l'actualiser, notre réflexion s'est affaïdi, se modelant aux attentes des décideurs. Nos revendications se sont émoussées en demandes polies et notre réalité a pris l'allure d'un simple contrat à négocier.

Pour le mouvement, le principal moyen d'obtenir des réformes législatives s'est limité le plus souvent à exercer des pressions auprès des gouvernements. Ce sont donc des femmes proches du pouvoir et parlant le langage du pouvoir qui ont graduellement investi le discours et les revendications féministes. En fait, ces «revendicatrices libérales» n'ont arraché que des réformes mineures, permettant seulement d'entretenir l'illusion que l'État se préoccupe des femmes.

Le problème que pose l'action de ces «porte-parole» ne date pas d'hier. Déjà, en 1975, un collectif de femmes en signalait les dangers : «Elles discutent de l'oppression des femmes comme d'un problème purement juridique, comme si l'adoption de lois était la solution miracle. Pour elles, la lutte des femmes ne sera jamais qu'une question d'ordre social ou juridique. Elles n'en parlent jamais en termes de pouvoir, du vrai pouvoir : le pouvoir économique qui donne le droit à la propriété, le pouvoir militaire qui détermine qui est le plus fort et le pouvoir politique qui fixe le rapport d'autorité. Il n'est jamais question de prendre ce pouvoir et de le distribuer entre nous toutes!»

À l'heure actuelle, alors que s'intensifient les pressions qu'exerce la droite sur une économie en déroute, on exhorte de plus en plus les féministes à se montrer «raisonnables» et à composer avec le cadre juridico-législatif proposé par l'État.

Pour cette minorité puissante, il serait temps de renvoyer les femmes chez elles, avec pour mission de s'épanouir dans la soumission béate à leur «nature», à l'Homme, à Dieu et à l'État. En marge d'un tel courant, l'État apparaît comme le papa

bienvouillant dont nous devons nous ménager les faveurs et qu'il faut surtout éviter de nous mettre à dos, de peur qu'il ne se trouve vers nos vraies* opposantes et leurs frères de la droite.

C'est dans de tels moments qu'on brandit de nouveau l'appel à l'unité, qu'on évoque la sororité... et qu'on tente d'assourdir les voix divergentes au sein du mouvement. Sous couvert «d'efficacité», on évoque la nécessité de centraliser le pouvoir, ravalant du même coup les fondements mêmes du mouvement au rang de préoccupation mineure. La voix radoucie sous un sourire vaguement inquiet mais bien «de circonstance», le nouveau discours des femmes sera considéré comme acceptable : épuré de son contenu et de son engagement originels, vidé de toute trace d'émotion et pour tout dire, sans conviction.

De la même façon qu'il s'est vu trafiqué une fois aux mains du pouvoir, le discours féministe menace d'être récupéré par la gauche. Bien que cette dernière soit parvenue à s'appropriier une partie de la rhétorique féministe, il est pourtant clair que l'égalité des femmes dans les faits s'inscrit très loin dans ses priorités. Pour paraphraser une auteure féministe, les libéraux-ales nous laissent entre les mains de l'État, la gauche entre celles des violeurs et autres violents². C'est pourquoi le mouvement féministe doit se montrer plus que jamais vigilant : en refusant les alliances trompeuses avec la gauche et en empêchant l'État de défigurer son propre discours.

Le processus d'analyse de l'oppression des femmes et l'action entreprise pour y mettre fin est le fait des nombreuses féministes dites de la «base» – selon une expression qui se veut mi-indulgente, mi-condescendante, et rarement respectueuse. Au Canada, leurs principales sphères d'activités sont les maisons de transition, les centres d'accueil pour victimes de viol, les divers centres de femmes et les nombreux autres services offerts par et pour les femmes.

Aucun changement réel ne surviendra sans une action concertée qui doit s'atta-

quer en premier lieu à briser la conspiration du silence. Le seul fait de verbaliser et d'échanger nos expériences est déjà un geste radical ; des réalités comme le viol, la pornographie, la brutalité, l'inceste, le racisme, la pauvreté, l'homophobie et l'avortement sont, on le sait, inadmissibles dans les officines du pouvoir. Quant aux euphémismes qui les remplacent («agression sexuelle», «obscénité», «violence familiale», etc.), s'ils rendent les concepts plus présentables, ils ne servent au fond qu'à déguiser et à adoucir le sombre tableau du patriarcat, cette réalité que les féministes ont étalée au grand jour.

Pour bon nombre de féministes, la bataille a été longue et souvent coûteuse. Pour se faire entendre, il nous a fallu briser certains mythes tenaces à propos des femmes. Après avoir fait la preuve des injustices subies par les femmes à travers l'histoire, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser des porte-parole précisément choisis par les gouvernements et les media déformer les faits afin de les rendre plus «conformes». À vrai dire, il n'est pas étonnant que les gouvernants consentent à écouter les femmes. Ils ont tout intérêt, pour mieux soigner leur image, à jongler avec des pseudo-réformes, à jouer la carte du libéralisme.

Il est cependant clair que leurs «interlocutrices» ont été dûment sélectionnées : ce sont celles qui parlent un langage modéré, qui savent «s'adapter» aux situations, qui sont «raisonnables» et «réalistes» et qui ne réclameront pas l'«impossible». Ce sont ces femmes qui ont été choisies, ce à quoi on ne s'est pas opposées ; ce sont maintenant elles qu'on consulte, qui présentent des mémoires, qui s'adressent aux media et qui négocient notre avenir. Si le temps et l'argent leur font cruellement défaut, il leur manque un élément plus déterminant encore : la volonté ferme d'enclencher le long et difficile processus de mobilisation des femmes qu'elles sont censées représenter.

Ce sont surtout les femmes à proximité du pouvoir qui ressentent le plus vivement le malaise qui en découle ; le sentiment d'urgence créé par ces pressions a entraîné chez elles une résistance à mettre en branle le processus – lent mais essentiel –

d'analyse de l'oppression des femmes.

Pour les victimes de viol, de brutalité, de pauvreté, d'inceste, de racisme, d'homophobie, etc., c'est là le prix à payer pour les compromis faits en notre nom. La peur omniprésente dans nos vies est ainsi minimisée et marginalisée. Nos «porteparole» ont dû faire tant de compromis – pour n'obtenir que des gains infimes – qu'il ne nous reste plus au bout du compte qu'un simulacre de représentation.

Pourtant, dès lors qu'on émet la moindre protestation à l'égard de notre condition de citoyennes de seconde zone, on nous taxe d'être idéalistes, arrogantes, on nous accuse de vouloir semer la zizanie, de détester les hommes et, pire insulte, de n'être pas «raisonnables». Autant d'étiquettes qui ont pour but de faire taire les femmes.

Lorsque nous acceptons et cautionnons des politiques formulées par les «expert-e-s», nous faisons reculer notre cause. C'est ce qui se passe lorsque nous nous conformons aux structures de concertation de ministères, de comités parlementaires ou d'organismes quelconques. Il nous faut apprendre à ne plus redouter qu'on nous prive de la parole si on contrarie les exigences des media ou du gouvernement.

Évidemment, cela ne signifie pas qu'on puisse faire abstraction de l'État, qu'on se cantonne à rêver d'une communauté féministe utopique, même s'il est parfois tentant de «décrocher» et d'imaginer un monde fonctionnant selon un modèle purement féministe. Dans la pratique, la réalité nous sollicite et nous impose de mener la bataille «de l'intérieur», en refusant de croire que l'actuelle structure du pouvoir est décidément trop masculine et trop hiérarchique pour qu'on s'emploie à la combattre. Tomber dans ce piège, ce serait abandonner à leur sort toutes les autres femmes qui sont directement et quotidiennement menacées par le pouvoir de l'État, ce pouvoir qu'on aurait tort de minimiser.

Il est essentiel, toutefois, lorsqu'on se colletaille à l'État, que l'ensemble de nos revendications soient fondées sur une juste analyse du pouvoir. Nous devons cesser de ramasser les miettes qu'on nous offre et de les considérer comme des mesures innovatrices. Mais les victoires à court terme susceptibles d'améliorer le sort des femmes ne doivent pas nous faire perdre de vue le but ultime de notre combat, soit la fin de notre oppression.

Nous lançons un appel à la réappropriation de la parole féministe. Cette parole n'est pas isolée mais plurielle. C'est une parole qui n'a pas peur d'exprimer l'expérience



de toutes les femmes, de rappeler l'étendue de leur subordination, mais qui témoigne du même souffle de leur créativité et de la puissance de leur révolte. Elle n'est pas l'écho d'un seul groupe, ni d'une seule région, mais celui de plusieurs communautés d'un bout à l'autre du pays. Nous devons reprendre possession de cette parole si nous voulons en finir une fois pour toutes avec l'oppression des femmes.

Mais cette démarche implique d'abord la reconnaissance du féminisme – de l'intervention féministe – en tant que pierre angulaire du Mouvement de libération des femmes qui lui a garanti de tout temps sa cohérence, son dynamisme et son efficacité. Le temps n'est pas au révisionnisme ; il ne faut ni renier nos racines, ni diviser nos forces. Il importe de définir et d'articuler le combat féministe en fonction des besoins spécifiques des femmes, et non pas l'aligner sur une perspective théorique aux visées strictement légales.

Il est temps de nous affirmer en tant

que féministes et de saisir toutes les occasions de mettre les femmes au premier rang en dévoilant toutes les facettes de leur réalité. Tous les champs d'action sont à investir au coeur de nos communautés respectives ; les media, les réunions, les conférences et les ateliers, les publications féministes, tous les lieux publics aussi bien que privés. Cela signifie que nous devons analyser clairement nos revendications pour pouvoir ensuite en discuter et opposer ainsi une résistance aux menaces de court-circuitage de notre démarche. Il nous faut continuer à approfondir notre analyse de l'État et des théories politiques en nous fondant sur notre expérience, afin d'adapter notre stratégie à notre action.

Nous devons également être capables de rejeter les solutions simplistes proposées par ceux et celles qui refusent d'admettre la complexité de la question des femmes. Nos actions doivent porter sur les besoins véritables des femmes et non pas sur ce que l'État ou nos pseudo-alliées consentiront à nous accorder. Nous devons continuer à travailler pour et avec les femmes ; mais cela ne va pas sans l'intégration de l'expérience acquise via les centres de femmes, les centres d'accueil pour victimes de viol, les foyers de transition et tous les autres organismes féministes.

Nous devons en conséquence établir des priorités, des stratégies et des structures de fonctionnement qui nous soient propres si nous entendons intervenir dans la réforme de la législation. Il incombe à nous, féministes des années 80, comme nous l'avons fait dans les années 60 et au début des années 70, de définir nous-mêmes nos revendications et d'oser exprimer notre engagement et notre révolte. En tant que féministes, nous devons reprendre – et nous y arriverons – l'initiative des mains de ceux et celles qui entendent neutraliser notre action.

WORKING GROUP
ON SEXUAL VIOLENCE
VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE

Kate Andrew, Jan Barnsley, Megan Ellis,
Debra Lewis, Frances Wasserlein.

1. «The Liberal Takeover of Women's Liberation», *Feminist Revolution*, New York, Redstockings, 1975, p. 127.

2. Catharine A. MacKinnon, «Feminism, Marxism, Method, and the State : Toward Feminist Jurisprudence», *Signs*, été 1983, vol. 8, no 4, p. 643.

* Allusion faite aux *Real Women*

ELLES-TOILES
Vêtements Création Chapmans
3971 St-Basile, Montréal
tél. 845-5574
SERVICE PERSONNALISÉ